

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

29 avril 2026

---

**PROTECTION ET SOUVERAINETÉ AGRICOLES - (N° 2632)**

Tombé

N° CE652

**AMENDEMENT**

présenté par

M. Potier, Mme Thomin, M. Dufau, M. Leseul, Mme Jourdan, Mme Rossi, Mme Battistel,  
M. Barusseau, Mme Allemand, M. Echaniz, M. Benbrahim, M. Lhardit, M. Naillet, M. Delaporte,  
M. Garot, Mme Got, Mme Pantel et les membres du groupe Socialistes et apparentés

-----

**ARTICLE 19**

Compléter l'alinéa 10 par la phrase suivante :

« Lorsque la formule de prix repose sur un mix de débouchés ou de produits, la composition de ce mix fait l'objet d'une certification annuelle par un tiers indépendant, désigné dans des conditions fixées par décret garantissant son indépendance et le fait qu'il ne soit choisi ni par l'organisation de producteurs ni par l'acheteur, et transmise à l'organisation de producteurs concernée. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés vise à renforcer la lisibilité et la fiabilité de ces formules de prix en prévoyant une certification annuelle de la composition du mix utilisé, réalisée par un tiers indépendant.

Afin de garantir une indépendance effective, ce tiers est désigné dans des conditions assurant qu'il ne soit choisi ni par l'organisation de producteurs ni par l'acheteur.

Les formules de prix reposant sur des mix complexes de débouchés ou de produits rendent souvent difficile, pour les producteurs, la compréhension et la vérification des paramètres économiques effectivement pris en compte dans la détermination de leur prix. Cette situation entretient une asymétrie d'information contraire aux objectifs de transparence et d'équilibre des relations commerciales poursuivis par les lois EGalim.

Limitée à une transmission à l'Organisation de Producteurs concernée, cette certification ne porte pas atteinte à la liberté de gestion des débouchés ni à la stratégie commerciale des entreprises. Elle constitue une garantie procédurale proportionnée, destinée à restaurer la confiance dans les mécanismes de formation du prix et à sécuriser leur application dans le cadre contractuel prévu par le code rural et de la pêche maritime.

Cet amendement a été travaillé en lien avec la FNPL.